

DES PUISSANCES PUBLIQUES QUI CAUTIONNENT L'ENTRISME DE L'EXTRÊME DROITE DANS LES ECOLES ?

Communiqué intersyndical Académie de Versailles

Le 20 juin 2025



La Préfecture des Yvelines, la Région Île-de-France, les départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines, de nombreuses municipalités servent de caution à une croisade réactionnaire catholique d'extrême droite auprès des parents, jusque dans des établissements scolaires.

Ils apparaissent comme partenaires de l'association Réseau des parents, association qui essaime depuis les Hauts-de-Seine. Elle est financée pour partie par le fonds du milliardaire extrémiste réactionnaire Pierre-Edouard Stérin.

Celui-ci met une partie de sa fortune au service de la bataille culturelle qui doit rendre victorieuse les idées de l'extrême droite, idéologiquement, politiquement, culturellement.

Il est ouvertement identitaire, xénophobe, islamophobe, partisan d'une « remigration », catholique traditionaliste, et anti IVG.

Son projet s'appelle « Péricle » et est doté de 150 millions d'euros. Il vise à former un vivier de personnes ressources, à préparer des implantations locales, une école de formation pour des candidats aux municipales pour favoriser la victoire de l'Extrême droite, y compris en venant en soutien au RN.

Son fonds d'investissement s'appelle Otium Capital ; son fonds de charité s'appelle le Fonds du bien commun. Ce dernier finance, selon Le Monde, « charité catholique, éducation traditionnelle et défense d'une identité française figée dans le passé ».

C'est donc ce fonds du Bien commun qui finance également pour partie l'association Réseau des parents. Elle a été créée à Asnières-sur-Seine en 2016 et se présente comme « un nouveau concept : un réseau local de parents réunis autour d'actions de soutien à la parentalité dispensées dans des locaux mis à disposition par la ville. »

Avec l'appui des collectivités locales, de l'Etat par la Préfecture des Yvelines et de l'argent de l'extrême droite, elle s'étend dans de plus en plus de villes du 92, jusqu'aux Yvelines et Paris.

Elle organise des rencontres avec des parents, dans des librairies, collecte leurs données pour participer à des boucles WhatsApp.

Elle développe activement un réseau local, départemental, régional.

Des interventions jusque dans des établissements publics

Sous couvert de soutien à la parentalité, l'association intervient dans des établissements comme au collège Les Ormeaux à Fontenay-aux-Roses où elle anime, à l'intérieur des locaux, un café des parents.

Le 10 avril dernier, le thème de l'intervention lors du café des parents d'élèves du collège était « l'hygiène de vie des ados ».

A partir de ce thème *a priori* anodin, c'est l'occasion de diffuser ses idées :

L'association y parle « d'éducation intégrale », renforce les stéréotypes de genre, veut développer le potentiel de chacun, y compris spirituellement, au sein de la famille, pour renforcer la puissance et la culture française.

Il s'agit là bien du programme de Stérin et de l'Extrême droite qui est présenté aux parents, y compris donc dans des locaux d'établissements publics.

Un entrisme du privé favorisé par le soutien du gouvernement et des collectivités

Cette offensive de Réseau des parents prend place dans un contexte favorable aux offensives de l'enseignement privé réactionnaire.

C'est l'Etat qui a balayé les circulaires Jean Zay (Circulaire du 31 décembre 1936 sur l'absence d'agitation politique dans les établissements scolaires et circulaire du 15 mai 1937 interdisant le prosélytisme religieux).

Le même Etat ne contrôle quasiment pas les établissements privés qui ont une approche de l'enseignement et de l'éducation réactionnaire et traditionaliste.

En s'appuyant sur le "caractère propre" de la loi Debré, c'est l'Etat et les collectivités locales qui continuent de financer ces établissements malgré leurs manquements les plus évidents comme à Stanislas, Bétharram, Riaumont ou Saint-Dominique (Neuilly). C'est 12 milliards d'euros par an a minima pour l'enseignement privé.

C'est tout cela qui fait se sentir légitimes les offensives des « parents vigilants » (association liée à Renaissance de Zemmour) qui mènent des offensives contre l'EVARS, contre une pièce de théâtre nommée "genre" qui devait avoir lieu au lycée Monod (Clamart).

Cela constitue un terreau favorable à la diffusion d'une culture d'extrême droite, niant les droits des enfants et banalisant les violences qui leur sont faites tout en instituant une concurrence entre le public et le privé qui dure depuis plus de 60 ans, au détriment du public.

Réseau des parents : un faux-nez du lobbying de l'extrême droite à qui les collectivités et l'Etat servent de caution

De fait, le Réseau des parents participe à cette logique.

Le site internet de l'association présente en effet les logos de ses partenaires : Préfecture des Yvelines, Région Île-de-France, Conseil départemental du 92, du 78, nombre de mairies qui apportent leur caution, leur visibilité, leur légitimité au déploiement d'un réseau tel que prévu par le programme « Périclès » de Stérin.

SUD éducation académie de Versailles, la CGT Educ'action Versailles, la FNEC FP FO Versailles, le SNES FSU Versailles, VISA dénoncent ce lobbying de l'extrême droite auprès des parents et des parents d'élèves jusque dans les établissements scolaires.

Nous demandons l'abrogation de la Loi Debré, ainsi que la restitution des fonds à destination de la seule école publique : fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée !

Nous demandons à la Préfecture des Yvelines, à la région Île-de-France, aux Départements des Yvelines, au Département des Hauts-de-Seine, aux municipalités partenaires de s'expliquer sur le partenariat en cours avec l'association Réseaux des parents qui est financé par un fonds prônant de telles valeurs et d'y mettre fin dans les délais les plus brefs.

Nous demandons aux DSDEN de l'académie de Versailles d'interdire toute intervention de cette association dans les écoles et établissements scolaires.